# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

### **PARIS** Journée d'amitié franco-chinoise

Le samedi 7 octobre à la Mutualité

Voir le programme page 7

### Grande combativité

La semaine passée, dans la sidérurgie, la force du mouvement de grève surprit même les militants syndicaux qui, les jours précédents, ne s'attendaient pas à tant de combativité.

Cette semaine, c'est chez les cheminots que le pourcentage de grévistes est élevé. Ici aussi, on est frappé devant la combativité, devant la participation importante des travailleurs aux assemblées générales dans les différents dépôts.

Aux PTT, c'était, ces jours-ci, la grève dans plusieurs centres de province et de banlieue, et près de 4 000 facteurs étaient présents au rassemblement devant le ministère samedi.

Ces faits prouvent que la combativité des travailleurs est grande. A partir de cela, la possibilité existe de construire un rapport de force assez puissant, indispensable pour faire reculer Giscard-

En effet, l'envie de se battre et les grèves isolées ne sont pas suffisantes. Pour construire le rapport de force, il faut l'unité des travailleurs : se coor-donner aux PTT entre tous les centres, et pourquoi pas avec la SNCF puisque le patron est, au fond, le même : l'État bourgeois.

En effet, combien de fois n'a-t-on entendu cette réflexion : « Ah, si postiers et cheminots, on y allait ensemble... ». Ce ne serait pas rien que l'unité de ces deux secteurs : plus de 300 000 travailleurs aux PTT, plus de 100 000 à

Construire le rapport de force, c'est prendre des initiatives pour que tout le monde se batte ensemble et en même temps. Se rencontrer entre centres PTT, entre dépôts SNCF, faire circuler rapidement l'information, prendre des mesures concrètes de soutien mutuel sont choses nécessaires.

On peut attendre longtemps, s'il faut attendre les initiatives des directions

nationales sur ce plan-là! Déjà hier, par des échos recueillis çà et là, on pouvait voir que les postiers de Paris, en particulier ceux des centres de tri, n'étaient même pas informés de la grève de Pontoise qui a commencé il y a pourtant près de huit jours maintenant. Lors des prises de parole des responsables syndicaux, lors de la manifestation devant le ministère, les informations données sur les grèves ailleurs ont été plus que maigres, voire inexis-

La combativité, c'est maintenant qu'elle existe, et c'est aux sections syndicales elles-mêmes et aux travailleurs de prendre les initiatives nécessaires pour se rencontrer, briser l'isolement et porter la lutte à un niveau supérieur.

C'est le seul moyen de sortir de l'impasse des déclarations ronflantes, mais sans effet, des directions syndicales au niveau national pour ne pas lasser l'envie de se battre des travailleurs, pour construire un rapport de force capable d'imposer les revendications.

G. CARPENTIER

### SNCF • PTT • ECOLES

# Bâtir le rapport de force

OUVEMENTS de grève ces jours derniers dans les PTT, nouveau préavis de grève des roulants pour lundi. Dans les écoles, grèves et occupations continuent. La combativité est réelle. Comment la faire aboutir, comment faire plier Giscard-Barre? S'agit-il simplement pour les travailleurs d'exprimer leur mécontentement pour que les dirigeants syndicaux en fassent état aux prochaines discussions avec les patrons. Non, si les travailleurs ont recours à l'arme de la grève, c'est parce que c'est le seul moyen pour faire céder les patrons. Construire un rapport de force pour imposer leurs revendications, voilà la question.

(Voir nos articles en page 3)

Les 4 modernisations en Chine

# C'est tout le peuple qui avance ensemble vers la prospérité

AIRE de la Chine un Etat socialiste puissant et moderne avant la fin du siècle - réaliser les quatre modernisations », c'est-àdire celle de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale et des sciences et techniques : voilà la tâche économique très importante à laquelle s'a-tellent 800 millions de Chinois. Pourtant, il serait faux de n'y voir que cela. Moderniser la Chine est avant tout une tâche politique urgente dont la réalisation pèsera tant sur l'avenir de la Chine en tant qu'État socialiste que sur l'avenir du peuple chinois et indirectement, sur l'avenir des peuples du mon-

La Chine est un pays du tiers monde, c'est un pays pauvre, encore arriéré sous bien des aspects. Pourtant, quelle différence avec un autre pays du tiers monde ! Il y a seulement 30 ans, la Chine était pratiquement le pays le



plus misérable du monde, « le malade de l'Asie », avec ses millions de mendiants, de crève-la-faim, de sans-logis. Aujourd'hui, cette situation est complètement révolue en Chi-Ainsi, le socialisme a montré sa supériorité. En prenant le pouvoir et en édifiant le socialisme, 800 millions d'hommes ont radicalement changé les choses à leur avan-

Pourtant, la Chine est encore loin, du point de vue économique, derrière les pays capitalistes industrialisés. Et ce retard, elle veut le combler avant la fin du siècle. Pour-

L'un des objectifs essentiels d'un pays socialiste, (ce à quoi aspirent des millions de gens dans le monde) c'est de donner au peuple des conditions de vie toujours meilleures, y compris sur le plan matériel. Pour cela, il faut une agriculture mécanisée, capable de nourrir 800 millions d'hommes, une industrie capable de fabriquer ce qui rendra la vie du peuple plus facile (transports en commun - logements - vetements), et aussi des sciences et des techniques modernes, qui joueront par exemple leur rôle dans le domaine de la santé, de l'allégement du travail de l'homme,

(Suite page 2)

### SOMMAIRE

### L'étincelle

Dans le cadre de notre « S'organiser rubrique avec le Parti communiste marxiste-léniniste ». comment les travailleurs de la tannerie d'Arnal ont réagi à la lecture d'un article concernant leur lutte.

. . . . . . . . . . . Page 5

### URSS

Une économie capitaliste au service d'une bourgeoisie monopoliste bureaucratique qui opprime le peuple. Comment celui-ci ne se révolteraitil pas?

..... Page 8

### Témoignage

La vie de travailleurs immigrés dans un foyer AFMO à Uckange. . . . . . . . . . . . Page 6

### Chine

Avec les « 4 modernisations », la Chine est entrée dans une nouvelle période de son édification socialiste.

---- Page 2

Les 4 modernisations en Chine

C'est tout le peuple qui avance ensemble vers la prospérité

(Suite de la page une) Ce faisant, la confiance du peuple s'élève dans ce système qui met le développement économique au service du bien être général (et non d'une poignée profiteurs comme en système capitaliste).

#### LA POLITIQUE DES QUATRE

Quand on saisit cet enjeu, comment ne pas s'indigner de la politique préconisée par la bande des Qua-tre, qui niait le développe-ment de la production. Cela équivalait à plonger le peu-ple chinois dans la stagnation et même à revenir à la misère. En plus, cette poli-tique aurait rapidement porté atteinte au prestige de la Chine et du socialisme. En effet, bon nombre de travailleurs de notre pays, par exemple, ne se seraient-ils pas dit avec raison : « C'est ca le socialisme : l'égalité dans la misère ? ». L'aspiration de millions d'hommes au socialisme, le prestige de la Chine en auraient pris un coup!

### RENFORCER LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Moderniser le pays, c'est bien sûr renforcer la base

économique du socialisme et donc rendre la dictature du prolétariat plus forte. Prenons l'exemple de l'agriculture : en la mécanisant, on peut travailler, grâce aux machines agricoles, sur de plus vastes étendues, ce qui entraine une augmentation de la production. Les bases économiques sont donc meilleures pour passer de la coopérative ou de la commune populaire (propriété collective des paysans) à la ferme d'Etat (propriété de tout le peuple). Bien sûr, ici rentrent aussi en ligne compte des facteurs directement politiques et ideologiques comme la volonté librement consentie des paysans de passer de ce type de propriété à un type supérieur. Il n'empêche que, sans mécaniser l'agriculture, on ne peut pas passer en grand d'une phase à une autre, on ne peut pas, par exemple, réduire radicalement les différences entre les ouvriers et les pay-

#### LA MENACE DE GUERRE

Aujourd'hui, dans le monde, les deux superpuissances, USA et URSS, rivaavec acharnement pour l'hégémonie. Tôt ou tard, cette rivalité débou-

chera sur une nouvelle guerre mondiale. Et qui pourrait croire que l'URSS n'essaiera pas alors de réaliser cette ambition : assujettir la Chi-

Face à ce danger, la Chi-ne doit être prête. Il faut qu'elle soit forte, c'est-à-dire capable de faire des réserves de céréales pour nourrir le peuple en cas d'agression, capable de produire suffisamment d'acier tant pour l'industrie civile que militaire, capable de lancer au combat une armée aguerrie et bien équipée, sinon, qui peut assurer que la Chine ne sera pas rayée de la carte en tant qu'Etat indé-pendant, qu'elle ne retombera pas sous la domina-tion de nouveaux colonia-

De plus, en résistant à l'agression, la Chine ne jouera-t-elle pas pleinement son rôle internationaliste de soutien aux peuples du monde qui, eux aussi, seront confrontés à l'agresseur?

### DES GARDE-FOUS

« Mais, se demandent de nombreuses personnes, tout ça, c'est bien joli à condi-tion que le développement économique serve le peuple, la révolution. Ne risque-t-il pas, comme en URSS, de conduire a diagram of the conduire a diagram of the conduite a diagram conduire à une restauration

pourquoi la Chine, tirant les leçons de l'expérience négative de l'URSS, a pris différentes mesures pour éviter le retour du capitalis-

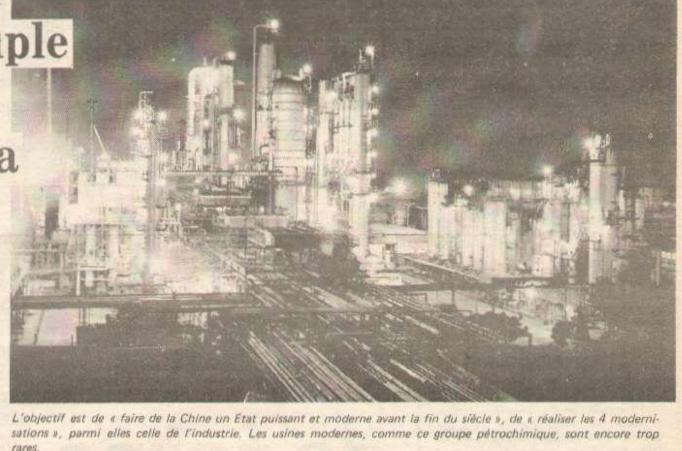
D'abord, toujours mettre la politique au poste de commandement. L'usine, l'entreprise ne sont pas seulement des lieux de production, ce sont aussi des lieux où sont fixées des orientations politiques. Là, comme partout, se développe la lutte de classe entre la bourgeoisie et le proléta-

Ensuite, développer la démocratie socialiste. sont la classe ouvrière et les

travailleurs qui sont les maitres du pays. Les cadres sont les serviteurs du peuple, ils n'en sont pas des despotes. Car leur pouvoir, ils le tiennent justement du peuple. Ils ne doivent pas bénéficier de privilèges ni étouffer la voix des masses.

Enfin, éviter le creuse ment de l'écart des salaires. Une petite minorité de gens ne doit pas avoir un niveau de vie qui dépasse largement celui de l'ensemble. C'est toute la société qui avance vers la prospérité commune et non quelques privilégies.

Claude LIRIA



### Nicaragua

# Carter cherche une alternative

Mardi 3 octobre, arrivaient à Managua la capitale du pays, les représentants de la commission des Droits de l'homme de l'OEA (Organisation les Etats-Américains) qui à pour objectif de mener une enquete sur les crimes commis par le dictature de Somoza ce dernier mois. La délégation est composée de représentants officiels des USA, de la Colombie, du Brésil , du Guatémala, de Costa Rica et du Vénézuela. Elle est dirigée par le president de la Commission des droits de l'homme, An-dres Aguilar du Vénézuéla. En principe, cette déléga-

L'Humanité rouge

Tél: 205 51 10

Pour toute correspondance

BP 61 75861 Paris Cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source

Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -

l'humanité r

tion devrait rencontrer des représentants des autres partis politiques, des étudiants des syndicats, etc.

Enfin, un bureau devrait être ouvert afin que la population puisse apporter des temoignages sur les viola tions des droits de l'homme.

Voilà donc Carter, par le biais de son représentant officiel, s'apitoyer sur le nom-bre des morts alors qu'il a soutenu effectivement ces massacres. N'a-t-il pas déclaré, il y a quelques semai-nes qu'il soutiendrait les régimes en difficulté ? Cette déclaration visait le Shah d'Iran mais aussi la dictature Somoza.

Toutefois, cette hypo-crisie de l'impérialisme amé-ricain ne doit pas cacher la lutte que peuvent effectivement mener certains gou-vernements d'Amérique latine qui, des le départ, ont condamne les massacres au Nicaragua et ont tout fait pour sensibiliser l'opinion publique internationale. Ce fut le cas du gouvernement vénézuélien qui n'a pas hé-sité à condamner l'attitude des Etats-Unis.

Par ailleurs, une autre commission, dont le rôle sera celui de médiateur entre Somoza et certains partis politique d'opposition se met actuellement en place. La semaine derniere, Somoza avait accepté l'idée de cette médiation qui se donne pour objectif de « résoudre « la crise au Nicaragua. Elle rassemble des représentants des Etats-Unis, du Guatémala et de la République dominicaine.

Les Etats-Unis esperent, par ce biais, trouver une alternative qui constituerait pour lui un moindre mal, le régime de Somoza étant condamné à court terme.

Evelyne LE GUEN





Deux images de la Chine d'aujourd'hui : la coupe du blé à la faccille et la récotte ever des maissanneuses batteuses. L'orienteción à la campagne est de mécaniser l'agriculture.

C'HUMANITE ROUGE -

Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel \*

# Echos de la grève, mardi dans les dépots SNCF

EST mercredi matin que doit cesser le mouvement d'ensemble qui a largement mobilisé les roulants depuis dimanche. Cette reprise ne s'est pas faite sans problèmes et a suscité le mécontentement de nombreux cheminots syndiqués et non-syndiqués. En effet, pourquoi arrêter le mouvement des roulants alors que la combativité existe et ne demande qu'à se manifester, alors que les agents des gares au nombre de 90 000 vont entrer à leur tour en grève, ce qui donnerait la possibilité d'une unité d'action et

d'un rapport de force accrus.

Est-ce en l'arrêtant que l'on soutiendra les cheminots de Normandie qui s'opposent à la mise en place d'autorails postaux à bord desquels il n'y aurait qu'un seul conducteur, l'aide-conducteur étant suppléé par un agent des PTT. Va-t-on laisser la direction SNCF mettre en place en Normandie un tel système combattu depuis longtemps par les cheminots et qui lui permettrait ensuite de licencier en le généralisant 10 000 travailleurs?

Voilà les questions que se posaient maints

roulants, mardi. Cela a sans doute pesé d'un bon poids dans le nouveau préavis déposé par les fédérations de « roulants » CGT, CFDT et autonomes pour lundi prochain.

Cette continuation de la grève portera cout particulièrement sur le refus de la conduite à agents seuls, point que la Fédération des autonomes avait rayé des revendications du précédent mouvement et qu'elle est contrainte de mettre à l'ordre du jour maintenant.

# St-Lazare : une reprise contestée

le pouvoir, c'est l'ensemble des gars qui doivent s'y met-

tre et même tout le secteur

public » nous disait un res-

téléphoné les réponses sont

A la CGT, où nous avons

ponsable CFDT

A Saint-Lazare, une assemblée de roulants a décidé d'arrêter la grève sur proposition des responsables CGT, à la faible majorité de cinq voix.

Le travail a repris mardi à six heures. La section CFDT, elle, avait appelé à poursuivre le mouvement. Il faut noter que la position de la CGT a suscité un fort mécontentement chez de nombreux militants. Des syndiqués CGT relativement nombreux ont voté pour la poursuite de la grève contre l'avis de la direction de la section.

Le climat était donc au mécontentement mardi matin à la reprise. D'ailleurs, quelques gars seuls continuent la grève. Pour beaucoup, l'arrêt de la grève est pour eux un lâchage des copains, d'autant plus que la combativité est grande à la gare Saint-Lazare où lundi le nombre de grévistes était de 75 %. Il y a bien longtemps, nous ont dit les représentants de la section CFDT, que les assemblées générales n'avaient réuni autant de monde. H y avait environ 100 personnes aux assemblées générales...

La déception était d'autnt plus vive que la grève continuait mardi à Rouen, Caen et Sotteville et toute la Basse-Normandie et que la solidarité ne doit pas être un vain mot. Un coup de téléphone de Montparnasse annonçait vers 10 h 30 que la grève continuait.

greve continuait. « Si on veut faire lächer vagues sur les raisons de la reprise : « C'est la volonté des gars nous a dit un militant. Ca a été décidé après trois heures de discussions ».

La très mince majorité

de cinq voix laisse supposer que la reprise a dû être dure à faire admettre. Quand nous demandons pourquoi alors la grêve continue dans la Basse-Normandue, la réponse est : « Les copains là-bas, c'est à eux de décider. »

# Montparnasse: grève reconduite

Mardi matin, les roulants grévistes de la gare Montparnasse se réunissaient en assemblée générale pour décider de la poursuite de leur grève (l'assemblée générale de lundi après-midi avait adopté le principe de la grève jusqu'à mardi 12 h). La discussion sur le piquet de grève avec des militants syndicaux CGT a mis en avant la forte combativité des cheminots. La moyenne d'âge est très jeune à Montparnasse, chez les contrôleurs en particulier, et pourtant les gars se sont vri iment mobilisés.

Une forte mobilisation, mais aussi un sens de la solidarité et une grande volonté d'empêcher la direc-tion SNCF de mettre en place son projet ; un délégue CGT-traction explique: « Nous sommes pour pro-longer la grève jusqu'à demain matin car les gars de Rouen et du Havre sont toujours en grêve et il est important de ne pas laisser passer le deuxième conduc-teur PTT sur les lignes de l'Ouest. L'expérience du passé nous montre que si on commence dans un coin, après ce sera généralisé ».

Et pour la lutte, il faut l'unité, l'unité des roulants et aussi des différents services. Ainsi les contrôleurs se sont-ils engagés à ne pas vendre de tickets dans les trains pendant la grève des travailleurs des services commerciaux à partir du 6 octobre. « On s'attend à des sanctions... mais on ne peut pas briser la grève ».

Sur les propositions de l'intersyndicale CGT-CFDT, les travailleurs se sont prononcés pour prolonger leur grève jusqu'à mercredi 6 h; seul le Syndicat autonome (20 % d'influence à Montparnasse) s'est retiré et maintenait la reprise pour mardi matin.



CTA-Pontoise

# Mercredi matin, toujours près de 90% de grévistes

Les travailleurs de ce centre sont en grève depuis le 27. Après un démarrage un peu lent, la grève s'est renforcée de plus en plus. L'administration détourne le courrier (voir journal d'hier), la vigilance des postiers des autres centres pour le Val d'Oise est toujours autant d'actualité, d'autant plus qu'à la demande des pal'administration d'après certains bruits serait en train de mettre en place un centre de tri parallèle pour trier le courrier des grosses boites. Lors du rassemblement qui a réuni près de 4000 travailleurs et travailleuses des PTT devant le ministère mardi, les interventions des responsables syndicaux sur la grève de Pontoise ont été maigres, voires inexistantes... Faut-il

après cela s'étonner qu'au bout de huit jours la grande masse des postiers parisiens et des centres de tri en particulier soit dans l'ignorance de cette grève et du soutien de masse à y apporter? Des mouvements de grève ont eu lieu, où ont lieu dans différents secteur des PTT, à Lyon gare il y a eu 85 % de grévistes, de même

il y a eu 24 h de gréve dans des centres comme Tours, le Mans, Lille, St Lō, Poitiers, Caen, Bordeaux. Aujourd'hui ce sont les renseignements téléphoniques de Niort qui sont en grève ainsi que les services postaux du Maine et Loire, lundi c'était les bureaux de postes des Bouches-du-Rhône, mardi la distribution de Bordeaux... Cela prouve comme dans la sidérurgie, la SNCF, une forte combativité aux PTT. La meilleure réponse des

travailleurs aux « Faites des

une efforts » c'est l'action dans l'Unité.

l'unité.

Voici les revendications des employés de Pontoise :

 L'augmentation des effectifs et le comblement immédiat des emplois vacants: 46 au minimum d'après les chiffres de l'administration, 134 d'après nos estimations.

 Le respect des droits syndicaux et le maintien des droits acquis et donc la levée des sanctions pour prise de parole lors des assemblées générales.

 La non-retenue des journées de grève des 8 et 9 septembre 1978, suite à l'intervention des forces de police dont l'administration porte l'entière responsabilité.

L'élaboration immédiate d'un réglement intérieur (\*)

 La suppression des rentrées pour les brigades de nuit et de droit au week-end pour les brigades de jour.

(\*) Concerne le nombre de postes de travail.

Sonacotra -Paris 20e

### Le tribunal décide un complément d'information

Quatre résidents du foyer Sonacotra du 20e arrondissement à Paris comparaissaient devant le tribunal. Celui-ci a décidé un complément d'informations. Il doit faire ou faire faire une visite sur les lieux afin de juger des conditions de logement des résidents. Cette visite aura lieu le 20 décembre à 14 heures.

Vitrolles (Bouches-du-Rhône)

### SOCOPA: Non à la fermeture

Les quatre-vingts travailleurs de l'entreprise SOCOPA de Vitrolles (entreprise de distribution alimentaire-viande) viennent d'apprendre par la direction la liquidation de leur entreprise, résultat de la restructuration dans le groupe SOCOPA. Les travailleurs n'ont d'ailleurs reçu, à ce jour, aucune lettre de licenciement et le comité d'entreprise ne se réunit que vendredi. La direction a déserté l'usine après y avoir déménagé tous les stocks de viande. Les travailleurs, décidés à garder leur emploi, avec leurs sections syndicales CGT et FO, occupent l'entreprise 24 h sur 24. La cellule du Parti communiste marxiste-léniniste de Vitrolles appelle la population à la solidarité avec ceux de la SOCOPA pour le maintien de leur emploi. A suivre.

Correspondent HR-Vitrolles

'HUMANITE ROUGE - Jeudi 5 octobre 1978

# Mardi 2 000 postiers ont marqué leur indignation devant l'assassinat du facteur Georges Albert

# Sa vie ou l'argent?

Le nombre de travailleurs et de travailleuses des PTT, présents devant le ministère, hier mardi, pour marquer leur indignation devant l'assassinat de Georges Albert, facteur de 48 ans, devait tourner facile-ment autour de 4 000.

Un tel rassemblement est aussi la preuve de la dégradation constante des conditions de travail dans le secteur-distribution PTT. A la lourdeur des sacs, aux tournées difficiles, s'ajoute maintenant le danger d'être la victime de petits truands ou pour les travailleuses la menace du viol dont plusieurs ont déjà été victimes. Ainsi la mort de ce

facteur, assassiné parce qu'il refusait de lacher les 7 200 F de sa sacoche à ses agresseurs, pose le problème de la sécurité. Pour cerce sont des transporteurs de fonds, équipés de façon adéquate, qui de-vraient faire la distribution de l'argent, pour d'autres il faudrait être deux pour ce travail ; de même sont en-visagés différents moyens pour protéger le personnel des guichets, etc. Mais y a-t-il une protection miracle à laquelle l'esprit humain puisse trouver la parade? Non, bien sûr.

La criminalité pousse sur pourriture du système capitaliste et la parade, c'est de changer de système. Si

la sécurité publique n'est pas assurée, est-ce que c'est parce a que les forces de police ne sont pas utilisées à leur véritable tâche d'assurer la sécurité publique? » ou que « la police ne rem-plit pas sa véritable mission qui est la protection des citoyens? » comme l'on dit, dans leurs discours, des responsables syndicaux ?

Nous, nous disons non. Dans la société où nous vivons, le rôle des flics n'a jamais été détourné de son but, puisque leur tâche numéro 1 a toujours été de réprimer les travailleurs : qu'on regarde les faits : Créteil, au printemps dernier, la descente au centre de tri de Pontoise en décembre ou encore agents de la cabine de Clignancourt, tous travailleurs ages, soumis à un véritable interrogatoire des flics avec perquisition chez eux, mise sens dessus-des-sous de leur appartement, contrôle du CCP, etc. La vollà la « véritable táche des flics ». Est-il nécessaire de rappeler le rôle des CRS lors de la grêve de Renault cet été dernier ou encore l'assassinat du petit viticulteur Emile Pouytes? Il ne faut pas se laisser avoir à l'image du flic qui règle la circula-tion, c'est l'arbre qui cache la forêt. La « véritable tache des flics, c'est

réprimer les travailleurs ». Cela, les travailleurs le sentent bien.

Voilà qu'une certaine presse, style Parisien Libécertaine toujours prompte à trainer les travailleurs dans la boue, et en particulier à faire passer les postiers pour des voleurs, se préoc-cuperait soudain, à en juger par certains de ses titres, de la sécurité des travailleurs aux PTT.

De même, on assiste à des campagnes autour de la légitime défense. Ah, comme on your comprend bourgeois! Renforcer les flics en faisant passer ça pour du social, ce serait beau, n'est-ce pas?

Oui, mais alors pour notre sécurité à nous facteurs ou guichetiers dans la vie de tous les jours?

L'administration dere que le facteur, c'est lui le responsable de l'argent qui emmene... Oui, mais quand on voit certaines primes de rendement, certains salaires de hauts fonctionnaires ou, par exemple, des Dassault, Willot, Boussac. Empain, jouant avec des milliards sans verser une goutte de sueur, et bien alors, faut-il « jouer sa vie en essayant de défendre l'argent de sa sacoche?» Non, pas question! Il en est de même pour les guichets des bureaux de postes.

A l'administration PTT de prendre ses responsabilités, à elle d'assurer le maximum de protection aux guichets des bureaux de postes (ce ne sont pas les systèmes qui manquent!), à elle d'assurer le transport des fonds dans des conditions qui ne mettent pas en cause la vie des facteurs, et cela même si ça doit coûter cher !

René BREAND

### Grande-Bretagne

# Vers une crise gouvernementale

A politique d'austérité que mène depuis trois ans, en Grande-Bretagne le gouvernement Callaghan semble décidément ne plus passer du tout. Après que, sous la pression de la base, les syndicats TUC aient été contraints de ne pas accepter le renouvellement du contrat Syndicat-gouvernement limitant la hausse légale des salaires à 5 % par an, qu'ils signaient régulièrement depuis deux ans, c'est maintenant à l'intérieur même de son propre parti que le Premier ministre britannique se heurte à un refus de poursuivre cette politique.

Le Parti travailliste britannique est actuellement réuni à Blackpool pour sa conférence annuelle. Cette conférence est marquée d'une part par l'ambiance pré-électorale qui règne déja en Grande-Bretagne et d'autre part par la politique économique du premier ministre travailliste James Callaghan.

Ambiance pré-électorale car, bien que la date théorique des élections ne soit pas très proche, il res-te encore une année, il reste toujours possible que le parti majoritaire soit confronté plus tôt que prévu à des élections anticipées. La majorité actuelle ne tient en effet que grace à l'appui du petit parti libéral. On prête à la dirigeante de l'opposition conservatrice, M. Ta tcher l'intention de poser la question de confiance à la rentrée de l'automne. La situation pourrait alors être très difficile pour le gouvernement. Dans ce cas, des élections antici-pées ne sont pas à exclure.

C'est dans cette situation que Callaghan se présente devant la conférence de son parti. La politique qu'il a réussi à imposer aux masses, depuis deux ans, avec l'active complicité des dirigeants jaunes du TUC, est dans une impasse cette année. La classe ouvrière britannique dans son ensemble dit non à une nouvelle année de cette politique. Sous peine de perdre toute credibilité, les syndicats angiais ont donc été amené à refuser de signer l'accord cette année. Callaghan prétend cependant poursuivre cette politique. 57 000 ouvriers de chez Ford sont déjà en grève, ils pourraient bien d'ailleurs être rejoints par ceux de Wauxhall et par le syndicat des mineurs. Tous veulent ainsi imposer leur droit de négocier directement avec leurs patrons sans que celui-ci puisse se retrancher der rière « l'interdiction » gouvernementale.

Tirant la grande majo-rité de son électorat dans une classe ouvrière leurrée par la social-démocratie mais pas prête pour autant à tout avaler, le Parti travailliste se trouvait dans cette alternative : renouveler sa confiance à son propre gouvernement, et dans ce cas, prendre de très gros risques électoraux ou provoquer une possibilité de crise dans ce même gouvernement qu'il contrôle. Callaghan avait en effet dit qu'il se retirerait s'il n'étalt pas suivi par son parti. C'est la deuxième solution qu'ont choisi les travaillistes en condamnant hier soir par une majorité des deux tiers la politique salariale de Callaghan. La question est maintenant oosée de savoir ce que va faire celui-ci : se retirer effectivement, c'est peu probable, faire des concessions ou tenter de gouverner seul ? La réponse devrait être connue assez

rapidement. Evelyne LE GUEN.

### Crise au CE de Renault - Flins

E comité d'Établissement Renault Flins est confronté à une crise financière très grave, compte tenu du déficit des restaurants.

Cette situation risque d'avoir de lourdes conséquences sur l'ensemble du personnel du comité d'entreprise.

Début 1977, le déficit cumulé des restaurants sur les années précédentes était d'un milliard 800 millions d'anciens francs.

La banque avait cessé de payer en avril 1977, le découvert étant trop important. Une premiere crise avait suivi, le secrétaire du comité d'entreprise, militant CFDT avait démissionné puisque son organisation avait été mise en minorité par la coali-tion CGT-CGC-FO.

Cette majorité avait obtenu des prets importants (et des avances d'argent) contre l'engagement d'économies sur les œuvres sociales du comité d'entreprise et d'un plan de redressement aux restaurants.

Aujourd'hui, en septembre 1978, le déficit cumulé doit dépasser les trois milliards d'anciens francs et le comité d'entreprise est endetté - pour 700 millions d'anciens francs aupres de la direction. Le découvert bancaire va à nouveau effectuer un plongeon et dépasser largement les limites permises par l'accord BNP-CE.

La commission des restaurants de juillet 1978, situait le déficit moyen par repas à 4,70 F.

La commission proposait une augmentation du prix des repas pour les consommateurs de 1,50 F en moyenne, à condition que la direction accepte de payer la moitié du prix de revient d'un repas, soit une augmentation de 2,70 F environ par repas de la subvention direction. En séance du comité, la direction a refusé, affirmant qu'elle s'en tenaît à la convention signée par le comité d'entreprise (dans laquelle, selon les vœux de la CGT, le budget services sociaux-restaurant est bloqué en un seul comp-

trouve entraîné dans le déficit des restaurants.

Dans une communication du secrétaire du comité d'entreprise au person-nel du comité d'entreprise (14 septembre 1978) il est souligné que le comité d'entreprise se trouve en ce moment en cessation de paiement ce qui a pour conséquence immédiate pour le personnel et dans la situation actuelle que la

paie ne pourra être assu-rée à la fin du mois! Dans un tract du 20 septembre, la CGT affirme qu'« elle mandate ses élus au comité d'entreprise pour ne plus participer à la gestion des restaurants. »

De son côté, la CFDT maintient sa position depuis toujours que la Régie prenne tout en main : gestion et personnel comité d'entreprise restaurants.

Il faut savoir que la CGT, et au delà le PCF, après avoir mené bataille pour conquérir la direction du comité d'entreprise, a tenu à en assurer la gestion, y compris des restaurants. Dans un tract, la CFDT rappelle les « avantages conséquents que les restaurants procurent à la CGT et au PCF » tant du point de vue commercial que pour placer des hommes. Vollà qui explique sans doute l'hosti-lité de la CGT à ce que la Régie gere « Les restau-rants, le comité d'entreprise, le personnel ».

Il est certain que la CGT comptait sur un succès de la gauche en mars 1978 pour résoudre les problèmes financiers des restaurants dans les comités d'entreprise Renault (car il n'y a pas qu'a Flins qu'il y a des problèmes) « Les espoirs évanouis... La CGT parle maintenant de laisser la gestion des restaurants à i la direction »

### A quoi servent les flics

Le préfet a mis au point un véritable plan pour évacuer en 24 h les chantiers navals de la Ciotat si les ouvriers voulaient l'occuper : 2 000 CRS, gardesmobiles, policiers seraient mobilisés pour l'opération. Le plan prévoit des commandos pénétrant dans les chantiers par terre et par mer.

Le rôle de fond de la police dans l'État capi-taliste a toujours été d'assurer la sécurité de la bourgeoisie... contre la juste colère des travailleurs qui luttent contre l'exploitation.

Lafarge-emballage - Lamalle (Bouches-du-Rhône)

Des mois de lutte, dix semaines d'occupation

### Pour faire céder les patrons du papier

Dans les manifestations qui se multiplient contre les licenciements en Provence, les travailleurs de Lafarge emballage ne passent pas inaperçus (voir photo). Habillés du training vert de l'équipe de foot de la boite, suivis de leur fourgon bardé d'affiches, ils proclament leur refus de licenciements et leur ténacité face à la politique de liquidation des « canards boiteux » de Barre et Cie.

L'usine de Lafarge qui fabriquait des emballages et présentoirs en carton est située à La Malle non loin de Gardanne (Bouches-du-Rhône). Face à de prétendues difficultés de ventes (en fait, très certainement une restructuration du groupe), les patrons ont décidé de licencier une partie du personnel et de mettre le reste au chômage technique (8 heures de travail par

Une lutte d'un mois en juin aboutit au refur des licenciements par l'inspecteur du travail. Le 24 juillet le ministre du chômage cassait cette décision, et autorisait 35 licenciements. L'occupation de l'usine était décidée aussitôt.

Le 28 août au petit matin, 200 gardes mobiles accompagnés de chiens policiers, chassaient les tra-vailleurs de l'entreprise. Depuis, ils ont pris position sous tente devant l'usine. Ils sont une cinquantaine unis autour de leur section CGT et ils tiennent bon. Pendant ce temps, le patron donne des cours de « formation » aux non-grévistes (surtout cadres, bureaux et maitrise) à 30 km de là et refuse toute negociation.

Pour qu'ils fassent plier les patrons du Papiercarton, les « Lafarge » ont besoin d'un large soutien. Dix semaines d'occupation c'est dur ! De nombreux gestes de solidarité ont eu lieu. Le dernier en date est celui de l'UL-CFDT de Gardanne, qui, recevant une subvention municipale de 1 000 F, l'a

intégralement portée aux grévistes. Le Parti communiste marxiste-léniniste appelle tous ses militants et sympathisants à développer le soutien aux travailleurs de Lafarge.

Correspondant Gardanne

-5-

Comment dans une tannerie près de Rodez la diffusion de l'Humanité rouge a contribué à l'unité et à l'organisation des travailleurs

RNAL, c'était une petite tannerie tranquille où les ouvriers « dociles » se laissaient exploiter sans rechigner : c'était un paradis pour le patron.

Aujourd'hui, Arnal c'est un peu différent. Les ouvriers s'organisent en un syndicat pour résister aux attaques du patron. Au travail, l'égoïsme laisse le pas à la solidarité; en somme, un nouveau climat est en train de se développer. Les gens se parlent, s'invitent à prendre un pot. Avant, c'était chacun pour soi.

Un jour, un article sur la tannerie est paru dans l'Humanité rouge. C'était le premier article qui était écrit sur la tannerie. Alors le journal est passé de tablier en tablier et les ouvriers l'ont lu avec intérêt.

L'article dénonçait les mauvaises conditions de travail, la répression des chefs, l'exploitation éhontée, etc. Il a fait l'effet d'une bombe, mais plus encore il a servi de glace, de miroir.

Les ouvriers ont reconnu dans l'article leurs conditions de vie à l'usine et cela leur a fait prendre conscience de leur exploitation. Chaque idée de l'article était commentée:

"T'as vu le savon qu'il passe aux chefs, ils le méritent bien... La, il exagére un peu l'Ah, tu trouves?", etc.

L'article leur a montré qu'ils n'étaient pas isolés, chacun dans son coin, mais qu'au contraire ils subissaient tous l'exploitation et que tous avaient intérêt à changer cette situation intolérable. L'article dénonçait l'attitude équivoque de certains chefs à l'égard des femmes ;

depuis, quand ils essaient de leur caresser les che-

veux, elles donnent des coups de tête en arrière.

A table, les discussions étaient animées : « T'as vu l'article ? C'est des communistes à 100 % ». Et un autre de répondre : « Communistes ou pas, ils disent la vérité ! ».

La plupart des ouvriers faisaient des photocopies de l'article avant de le passer aux copains. Jamais aucun journal n'avait parlé comme ça des tanneurs, aussi ça faisait plaisir...

Peu de temps après, le syndicat s'est monté. A cette occasion, nous sommes intervenus une deuxième fois mais là par voie de tracts. Nous appelions à renforcer le syndicat naissant et à « combattre classe contre classe, c'est-à-dire classe ouvrière contre patrons ».

Une trentaine d'ouvriers (sur 70) sont syndiqués. La lutte pour la satisfaction de nos revendications va commencer et déjà notre unité se renforce.

Combien de fois a-t-on entendu dans la bouche de camarades de travail : « // faudrait s'unir, mais voilà les gars sont trop cons... Mais voilà on n'arrive pas à s'entendre... mais voilà les mecs ont peur... etc ».

Et ces camarades en déduisent que rien n'est possiblr, que tout est perdu d'avance et que ce n'est pas la peine de bouger pour

Oui, c'est vrai que beaucoup d'ouvriers n'osent pas
lutter, c'est vrai que beaucoup tombent dans le piège
de l'égoïsme ou du « jem'en foutisme ». Et cela se
comprend car ces défauts
sont voulus, sont entretenus par les patrons et les
bourgeois : ca leur profite à
eux. Mais il ne faut pas
oublier que l'ouvrier est un
exploité et que l'exploitation entraine la révolte. La
classe ouvrière peut aussi
se révolter contre les patrons, contre cette société
de capitalistes, d'injustice et
de chomage.

En somme, l'ouvrier pourrait se comparer à une pièce de 1 F, avec le côté pile et le côté face. Il a lui aussi deux côtés : il a un côté docile, c'est-à-dire qu'il accepte avec plus ou moins bon cœur la domination du patron, et il a un côté révolté, c'est-à-dire qu'il rejette l'exploitation capitaliste et qu'il s'organise pour l'abattre.

L'exemple d'Arnal montre bien que des ouvriers qui semblaient endormis et voués pour toujours à l'exploitation du patron pensent se réveiller et montrer leur véritable visage : celui de l'exploité qui se révolte.

de l'exploité qui se révolte. Ouvriers, il faut avoir confiance en notre propre force!

La classe ouvrière veut un changement profond de ses conditions de travail et de vie : elle aspire à une société de justice sociale, d'égalité et de solidarité. Or, il faut bien voir

Or, il faut bien voir qu'aucun parti traditionnel (PR, RPR, PS, PC) n'offre de perspectives valables aux ouvriers, La droite, c'est le chômage et la vie chère ; quant à Mitterrand-Marchais, leurs querelles ont montré leur véritable visage : ils défendent leurs intérêts de politiciens corrompus mais ne défendent pas les intérêts des travailleurs.

En France, nous sommes les seuls à proposer des solutions véritables aux problèmes des ouvriers. Et c'est par notre journal et nos militants que, tous les jours, nous expliquons et que tous les jours nous essayons de convaincre.

C'est ce travail patient et

régulier qui éclaire la classe ouvrière. C'est ce travail d'explication qui fait changer les choses.

L'article sur Arnal prouve que nos points de vue, nos explications font parfois office d'étincelle.

Voilà pourquoi nous devons aller toujours plus de l'avant pour proposer aux ouvriers nos points de vue, nos idées, nos explications. Ils les attendent car elles traduisent leurs aspirations profondes, à savoir : en finir avec cette société et vivre autrement.

Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe <u>ou</u>vrière



Prix 5 F

# Cette brochure est toujours disponible

Passez vos commandes et libellez vos chèques :
APN-Editions
BP 279 75 866
Paris – Cédex 18

Les députés sont rentrés

# Tempête dans un verre d'eau au Parlement

EMPETE dans un verre d'eau, l'expression est de Lénine. Nous proposons de la reprendre pour qualifier cette rentrée parlementaire. Une motion de censure déposée par le PS, soutenue à contre-cœur par le PCF, ne peut en aucun cas inquiéter le gouvernement qui dispose de 83 sièges de majorité. Les coups de gueule du RPR ne semblent pas non plus, à l'heure actuelle, à même de débouter la politique de Giscard-Barre, si tant est qu'il en ait envie. Toutefois cette rentrée marque un malaise certain dans les milieux politiques « officiels ».

Chaban-Delmas lit à la tribune la motion de censure déposée par le PS. Le président de l'Assemblée est interrompu par les applaudissements de l'opposition... quand entre, en retard et dans la pure tradition du show-business, Avice, élue du PS à Paris.

On aurait pu attendre plus de modestie de celle qui a été élue avec 36,34 % d'abstentions et seulement 44 voix de plus (au second tour) qu'en mars. Toujours est-il que le ton était donné: cette rentrée parlementaire est placée sous le signe du spectaculaire, à peu de frais.

La motion de censure du PS ne peut inquiéter le gouvernement tant elle est rituelle et tant celui-ci dispose d'une confortable majorité (au niveau du Parlement tout au moins)

lement tout au moins)...
Par contre, la hargne
RPR-gaulliste pourrait
sembler plus sérieuse : le
RPR lacherait-il Giscard ?

Regardons-y de plus près...
« Nous craignons que le gouvernement ne soit en train d'échouer dans son œuvre de redressement économique. Nous craignons également que ses

propos ne soient déphasés par rapport à la réalité dans le domaine de l'Europe, de la démographie et de la lutte contre l'inflation», devait déclarer Yves Guéna, prenant son air pincé devant les journalistes, pour leur expliquer les conclusions des travaux du Conseil politique du RPR.

Il ajoutait, avec le même air sérieux : « De plus, le gouvernement n'est pas toujours convenable avec nous, qui constituons l'essentiel de la majorité parlementaire ». Avouez que ça, c'est pas gentil de la part du gouvernement... enfin, quand même!

Guéna demandait ainsi un « modus vivendi pour la durée de la session », tout en précisant, mais ce n'est pas une surprise, qu'il ne votera pas la motion de censure déposée par le PS.

Dès lors, que reste-t-il de la hargne du RPR? Beaucoup de mots, avant tout. Des contradictions politiques aussi. Mais rien qui puisse, à ce jour du moins, inquiéter le gouvernement. Contradiction politique, il y avait sur la délense nationale. C'est résolu pour le moment depuis l'annonce de la construction d'un sixième sous-marin nucléaire.

Contradiction il y sur l'Europe, le RPR se méfiant de toute supranationalité. Mais le RPR luimême, n'est pas uni sur cette mise en garde dont Debré est le porte-parole. De plus, le gouvernement donne lui-même au RPR toutes garanties quant à ce « danger de supranationalité européenne. »

Contradiction il y a aussi sur la politique économique : le RPR s'en tient à son idée de relance économique, contredisant dans les termes, l'austérité giscardienne.

Le fond de l'affaire semble être que le RPR reproche à Giscard-Barre que la restructuration ne se fasse pas assez à l'avantage de certains monopoles plus directement liés au parti gaulliste, comme ce fut le cas dans le textile ou la sidérurgie. Le conseil politique du RPR a aussi

. u. arma



Guéna et Chirac

constaté un « très fort courant de réserves et de critiques envers la politique du gouvernement pra-

tiquée depuis six mois. »

C'est le moins que l'on puisse dire après l'éviction de Servan-Schreiber, le giscardien de Nancy et de La Malène, le gaulliste de Paris. Ce que veut le RPR devant ce discrédit qui frappe l'actuel gouvernement, c'est se mettre à couvert, joindre sa voix

aux critiques contre Barre pour lui faire porter le chapeau, mais sans plus.

Comme on le voit une tempête dans un verre d'eau», un ensemble de contradictions au sein de gens du même monde. Faut-il préciser après cela que ce n'est pas du Parlement que viendra un quelconque coup d'arrêt à la politique du gouvernement...

Philippe LECLERC

Les résidents du foyer AFMO de Richemont à Uckange témoignent

# «Comment nous vivons»

Signature de la constitución de

# Cet homme est un travailleur algérien

Hier, je descendais de chez mai pour aller au travail. Il était sept heures le matin. En sortant de l'immeuble, j'aperçois un voisin que je connais bien. Il est grand et je le vois de loin. Je me dirige vers lui pour lui dire bonjour. Arrivé à côté de lui, je lui tape sur l'épaule et lui tend la main. Lui se retourne doucement en me tendant la sienne. C'est alors que j'ai vu qu'il pleure doucement. Des lermes coulaient de ses yeux. Sur le coup, je ne sus trop quoi lui dire. Puis je lui demandais « Ça va pas ? » « Non, ça va pas » me répondit-il.

Il m'expliqua alors qu'il devait être opéré la semaine prochaine. Il l'avait appris la veille. On devait l'amputer du gros orteil. « Il est mort, me dit-il. Je peux plus le bouger. A l'intérieur il y a une tige de fer qui le rattache au reste du pied. »

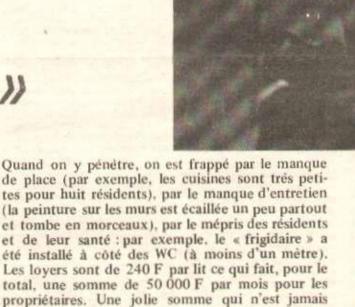
Cet homme est algérien. Autrefois, il travaillait dans le bâtiment. Autrefois, c'était il n'y a pas si longtemps, jusqu'au jour, où sur un chantier il a eu une ambe broyée au cours d'un accident. L'autre jambe a aussi été atteinte. Il est resté des mois à l'hôpital subissant opérations sur opérations. Certaines, mal faites ou compliquées, ont dû être refaites plusieurs fois. Sa jambé droite tient grâce à l'armature en fer qui la consolide. Quand il a été capable de se tenir debout, il a fallu que pendant de longs mois, il marche avec des béquilles. Or, il habite au sixième étage. Un jour où l'ascenceur était en panne il a monté les six étages pour rentrer chez lui, en s'appuyant à moitié sur moi, à moitié sur la rampe d'escalier, sans pouvoir plier la jambe. Ces années ont été pour lui un calvaire.

Et puis un beau jour, je l'ai vu marcher lentement, pesamment, mais sans béquilles, en boitant un peu. Depuis, tout semblait aller mieux pour lui. Il parlait même de retourner en Algérie avec sa famille.

Et voilà qu'hier, il a appris que son calvaire n'était pas fini, qu'il failait retourner à l'hôpital pour se faire amputer d'un orteil, avec toute l'anxiété que cela provoque, avec la crainte qui doit le tenailler que l'opération soit suivie d'autres opérations car il a l'expérience que tout peut se compliquer même si l'opération parait simple. Voilà pourquoi cet homme d'une cinquantaine d'années pleurait sans bruit.

Cette détresse d'homme n'est pas une exception. Des milliers d'ouvriers sont ainsi mutilés pour satisfaire la soif de profits des patrons. Et parmi ces ouvriers bon nombre sont des immigrés qui ayant fait le sacrifice de quitter leur pays, ont fait celui de leur intégrité physique, de leur santé. Ces hommes, la bourgeoisie parle aujourd'hui de les renvoyer chez eux, comme on jette une machine qui a assez servi ou dont on n'a plus besoin.

Ces hommes, ces travailleurs immigrés, sont nos frères de souffrance. Ils sont aussi nos frères de lutte et notre devoir est d'être à leur côté contre les expulsions, contre le racisme à côté d'eux, quand ils luttent pour leurs droits et leur dignité qui est aussi la nôtre.



Depuis longtemps, nous demandons au gérant que l'AFMO fasse quelque chose de bon pour le foyer, qu'elle l'améliore. Les couvertures et les matelas n'ont pas été changés depuis 1957, date de la reconstruction du foyer. Les draps ne sont changés que tous les quarantecinq jours. Nous n'avons pas l'eau chaude bien que l'installation existe. Il y a, pour huit personnes, une cuisine de 4 mêtres sur 4 mètres avec deux ou trois réchauds de deux feux, l'un fort, l'autre faible. Les fenétres sont cassées et il a fallu qu'on les répare d'une facos -ou-d'une autre. Devant les fenêtres des chambres, les poules et les lapins du gérant se promènent en liberté. Le 18 juin, nous avons été voir le gérant pour lui dire que nous voulions que cela change.

Nous l'avons menacé de déclencher la grève. J'ai été choisi par les résidents comme délégué. Nous avons formé un comité de résidents. Alors nous avons discuté entre nous.

#### NOUS AVONS DÉCIDE LA GREVE

Comme le gérant nous a dit que la société ne voulait rien changer, nous avons décidé la grève. J'ai dit aux résidents : si tout le monde est d'accord, on se met en grève, mais s'il n'y a que vingt grévistes, ce n'est pas la peine.

Puis j'ai expliqué qu'une grève ça coûte de l'argent et qu'avent de la faire, il faut le savoir. Il faut tirer des tracts, payer les bus pour aller aux manifestations. La grève a été décidée, une caisse a été constituée. J'ai acheté un carnet à souche. Chaque délégué donne 10 F. Il a un reçu. Comme ça nous avons de l'argent pour mener la lutte. La grève a été déclenchée le 1er juillet.

#### NOTRE PREMIERE VICTOIRE

utilisée jusqu'à présent pour entretenir ou améliorer le foyer. Nous laissons la parole à un délégué de

> Le 1er septembre, on nous coupait le gaz et l'électricité. Toute la journée, nous avons fait des démarches auprès de l'EDF, des mairies voisines, de la souspréfecture pour que le gaz et l'électricité soient remises. Sans succès. Alors nous avons décidé, avec l'aide des foyers voisins, de bloquer le carrefour des routes de Thionville et de Metz à Uckange. Il était 21 h 30. A 23 h 30, le courant était remis. (Nous avons relaté cette lutte dans notre journal du 20 septembre -

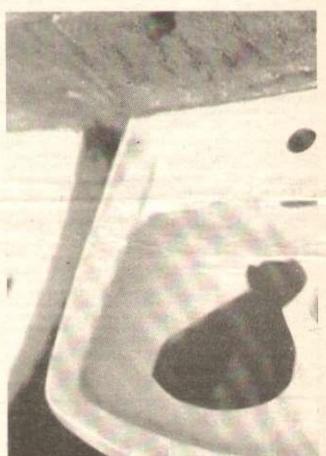
Après ce succès, la mairie nous a demandé si nous voulions négocier avec la société AFMO. Nous avons refusé de négocier foyer par foyer et exigé que la négociation se fasse pour l'ensemble des foyers avec le Comité de coordination.

#### UNE FUITE D'EAU QUI A DURÉ SEPT JOURS

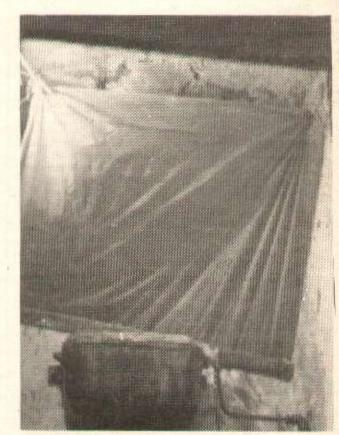
Autre chose. Le weekend du 14 juillet, il y a eu
une fuite d'eau. Toute la
journée, nous avons du évacuer l'eau des chambres.
Durant la nuit, l'eau montait autour des lits. La
fuite n'a été réparée que
le 21 juillet.

Les dimanches, nous sommes obligés de nettoyer les murs des cuisines et les chambres avec de l'eau chaude et du savon. L'AFMO vient de déposer son bilan. Elle nous réclame le paiement du mois de juin et de juillet avec, en plus, une augmentation. L'huissier nous a envoyé des lettres pour nous faire payer. S'il vient, nous l'enfermerons dans la cave pendant une journée.

Propos recueillis par Henri Mazereau. Les résidents doivent coucher à quatre dans une chambre (sur la photo, on voit à l'extrême-gauche une partie du montant en fer d'un lit). Aucune vie personnelle n'est possible. Les matelas et les couvertures n'ont pas été changés depuis 1957, date de la construction du foyer. Les fenétres n'ont ni volets, ni rideaux, ni stores. Les résidents paient 240 F par mois et par lit.



Cette cuvette de lavabo est cassée depuis des mois.



Autre image de l'absence de tout entretien du foyer. Dans un WC, au-dessus de la chasse d'eau, une toile en plastique est tendue pour empêcher l'eau qui s'échappe d'une fuite de tomber sur la tête des résidents. La fuite dure depuis maintenant deux ans.

### Noisy-le-Sec (Région parisienne)

## Lycée occupé!

Le mouvement revendicatif de Noisy-le-Sec, un des plus avancés de la région, se développe dans l'unité et avec détermination. C'est lui qui organise la coordination 93.

Lors de la pré-rentrée, les ensei-gnants constatérent que la situation n'avait jamais été aussi grave

- Suppression de classes (termi-nales D, terminale G) soit 31 redoublants non acceptes et 5 professeurs non réemployés.

- Classes surchargées (16 classes entre 35 et 40 élèves dont 6 terminales sur 8) pas de redoublement réglementaire pour les 5e supérieures à 24 élèves, une seconde AB à 42 élèves.

Diminution du budget, d'ou 4 postes d'agents de service supprimés pas de ramette de papier, un étage non balayé pendant l'année... — Non réemploi des maitres auxi-

C'est ainsi que pour la première fois depuis la création du lycée, les enseignants, dans leur quasi-totalité, se sont mis en greve.

En même temps, 200 lycéens réu-nis en assemblée générale, ont décidé la grève, ont refusé les conditions d'études imposées et ont immédiatament apporté leur soutien aux professeur, ils ont appelé au boycott des cours des professeurs non-grévistes, participé aux délégations et appelé à une coordination.

Des actions de popularisation auprès des Noiséens furent organisées et une délégation de masse était prévue pour se rendre au rectorat de Créteil. Des cars étaient demandés le mardi à la municipalité PCF de Noisy qui les promettait pour jeudi 21 septembre à 14 h. Mais jeudi matin : « Les cars ne peuvent être libres avant 15 h 30 s annonçait la mairie, qui précisait au passage que le député-maire Gouhier avait demandé un rendez-vous person-

nel à 17 h... 15 h 30 : les cars arrivent, 300 lyceens, parents et professeurs son pré-sents. Un conseiller municipal déclare : « Le député-maire sera reçu par la rec teur. On est content que vous soyez nombreux à le soutenir ». Vives réactions de la majorité de la délégation s'opposant à cette grossière manœu-vre de récupération de la part du dé-puté-maire PCF. Sur place, la déléga-tion réfusa que le député-maire soit

Le SNES (proche du PCF) propo-sait un journée d'action par semaine ! Sa proposition fut rejetée.

Le lundi 25 au soir, se tenait une assemblée générale de 500 professeurs, parents et lycéens où fut adopté le principe de l'occupation du lycée malgre l'opposition des fédérations des parents Lagarde et Cornec le 26, la directrice est destituée et son

bureau occupé.

Depuis, les locaux sont occupés. même la nuit. Pour briser le mur du silence les lycéens de Montreuil, Bobigny et Noisy ont organisé un sit-in devant la Maison de la radio. Le 17, une conférence de presse eut lieu au lycee et elle se transforma en meeting de la coordination lycéenne 93.

Le jeudi 28, fut organisée une journée lycée désert. A l'assemblee generale professeurs-parents-lycéens le 29 septembre, les professeurs proposerent, tout en continuant d'être grévistes de faire des cours à effectifs complet, puis d'opérer à des dédou-blements et que l'occupation de jour comme de nuit soit prise en charge par les parents. Ce qui fut adopté. Aujourd'hui, 90 professerus sur 110, 14 surveillants et 2 agents d'entretien sont en greve. Le mouvement lycéen rencontre des difficultés , il n'a pas su définir son autonomie, il n'a pas créer de structure comme un comité de lutte pour assurer une orientation au mouvement. Ainsi il n'y pas eu de riposte efficace contre la dispersion des redoublants dans d'autres lycées et leur reintégration au lycée n'est pas affirmé comme l'une des revendications importantes et moblifisatrices.

Le succes dépend de l'unité des trois forces engagées dans l'action et de la coordination de tous les établissements en lutte sur le 93. Deux mani plan de résorption festation, sont prévues. L'une jeudi b.a., conceurs), 19-11-1

17 h 30 (départ devant le lycée), l'autre samedi 7 à Bobigny regroupant les établissements en lutte. Un soutien financier leur est nécessaire.

Villiers-le-Bel (Région parisienne)

## Les parents déterminés poursuivent leur lutte

Plusieurs écoles ont été occupées par les parents à cause de la fermeture illégale de classes.

Trente-sept créations de postes sont demandées, quinze classes se sont ouvertes pendant que quinze autres se l'ermalent... Vendredi 29 l'inspecteur départemental a été séquestre pendant une heure et demie, les flics sont inter-venus, ils ont voulu arrêter un parent d'élève noir, les parents les en ont empêchés.

Le week-end a été mis à profit par les parents pour informer la popula-tion, cette popularisation a été payante puisque lundi 2 octobre, les parents ont répondu à l'appel de « école dé-serte », onze élèves sur 279 étaient présents. L'organisation de cette journée avait pour but de s'opposer à la suppression d'une classe et au dé-placement arbitraire d'une institu-

Mercredi soir 4 octobre, une coordination va se mettre en place, re-groupant les parents d'élèves des écoles Jean-Jaures Nord et Sud, Fer-dinand Buisson et Henri Wallon.

Cette coordination est le fait des parents organisés dans la fédération Cornec et d'autres parents mobilisés. Correspondante.

### Orléans

# Jeudi 5 octobre, grève dans les lycées et LEP

Une greve sera déclenchée, jeudi prochain 5 octobre par les personnels d'enseignants, de surveillance et de service, des lycées et LEP (ancien CET)

En application d'un accord entre le SNETP (CGT) et le SNES (syndicat national d'enseignement secondaire) et le SGEN/CFDT, des délégations se rendront à 15 h au rectomt.

Cette délégation aura pour but de -Lutter contre la baisse de pouvoir d'achat du personnel depuis le ler janvier, perte de 400 à 800 F reconnue par l'accord salarial signé par Force ouvriere et la Fédération de l'Education nationale.

Exiger la création de postes nécessaires à l'allègement du nombre de classes et surtout à la réduction de l'horaire de travail (le plus lourd de tout le second cycle), à l'enseignement de soutien, à l'accueil en LEP de tous les jeunes condamnés au centre de formation à l'apprentis-

sage. Pour l'emploi à temps complet des maitres-auxiliaires, assorti d'un plan de résorption de l'auxiliariat (sans

- L'augmentation massive des crédits de fonctionnnement d'enseignement pour permettre une pédagogie moderne et efficace.

L'arrêt de toute atteinte aux libertés et aux droits syndicaux.

Correspondant Orleans

Note de la rédaction :

Nous nous interrogeons sur ce que euvent apporter ces cours de soutien. Ils dépendent de la volonté de l'enseignant, soit il applique la réforme Haby, avec ses cours de soutien et d'approfondissement, soit il utilise ces cours pour donner un enseignement complémentaire à tous les élèves

# Dans le Finistère, une rentrée scolaire difficile, une mobilisation sans précédent

Quelques exemples : A Morlaix

Une école avec 41 enfants en cours préparatoire alors que l'Etat a fixé la limite à 25. Une autre école avec cinq classes surchargées.

A Saint-Martin-des-Champs: Des classes de 36 et 39 élèves

en cours moyen.

Plouigneau, à Sainte-Sève, partout des enfants entassés, des niveaux mélangés. Les parents d'élèves et les ensei-

gnants se sont mobilisés pour obtenir que des instituteurs soient nommés dans les écoles. Cette demande était d'autant plus justifiée que quarante jeunes normaliens étaient sans

En assemblée générale, les parents ont décidé la création de classes sauvages, l'occupation des écoles, des greves scolaires, des manifestations.

Face à cette révolte, le 21 sep-tembre, l'inspection primaire de Quimper, qui avait prévu huit créations de postes pour tout le Finistère, en a créé dix huit nouveaux. Mais plus de trente ouvertures de classes décidées ce même jour ont été « compensées » par des fermetures de classes ou d'écoles quand ces messieurs ont jugé que l'effectif n'était pas assez chargé.

Ainsi, une classe d'une école de Morlaix a été fermée. Conséquence : deux classes de cours moyen se retrouvent avec 37 et 38 élèves.

Immédiatement, les parents d'élè-ves ont occupé l'école et exige de façon très vive (manifestation, grève scolaire) leur hostilité à ces mesures d'économie aux dépens de leurs enfants. Trois jours apres, la classe était rétablie. Ainsi quatorze postes supprimés le 21 ont été rétablis depuis.

Encore une fois, seule la lutte de masse est payante.

Le syndicat des instituteurs (SNI) et les associations de parents d'élèves (Cornec) ont décidé

Le maintien des instituteurs dans les classes supprimées à la ren-

La création de e classes sauvages » là où cela est nécessaire, en collaboration avec les normaliens actuellement sans poste (ils sont encore une trental-

Ils exigent la nomination de normaliens sur les postes nouvellement créés (pour permettre le maintien des instituteurs dans les classes supprimées).

C'est tous unis à la base, parents  Paris

### Journée d'amitié franco-chinoise

A l'occasion du 29e anniversaire de la République populaire de Chine, l'Association des Amitiés francochinoises invite à la

JOURNÉE D'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE (Samedi 7 octobre 1978, de 14 h 30 à 23 h Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75 005 Paris (Métro Maubert-Mutualité)

FILMS: 15 h documentaires

17 h Le roi des singes (dessins animés) EXPOSITIONS de xylographies, estampages photos

VENTES de livres, affiches, estampages, timbres, artisanat

DÉBAT : « Quels changements ? », les campagnes, la culture, les minorités nationales, la politique extérieure, le tourisme (avec films et diapositives)

à 20 h PARTIE ARTISTIQUE ET TABLE RONDE « La Chine de l'été 1978 » avec Régis Bergeron, Claudette Castan, Pierre Jakez Héljas, Alain Lefèbvre, Louis Le Pensec.

> Le dernier numéro de «Prolétariat» spécial PCF est disponible

**Prolétariat** 



Passez vos commandes à Proletariat — BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP - 2130 89 H (Marseille)

> A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

Abonnements speciaux pendant une durée d'un mois

L'abonnement d'un mois : 15 F francs

5 octobre 1978 L'HUMANITE ROUGE - Jeudi

given the chipage on thouse the uniformly is agree ं में माना महासामां ने स्वास्त्र होते.

- griff 134 illia ton tet (24) · 是每年10年11年11

andorship and a tobre to

in the subtlem.

La bourgeoisie monopoliste

bureaucratique soviétique, en s'appuyant sur l'appareil d'Etat

qu'elle contrôle, a pratiquement obtenu le monopole de tous les moyens de production et de tous

les droits de distribution des biens de consommation et autres produits. Il a déjà été question

des privilèges considérables que

s'est octroyée la nouvelle bour-

geoisie, de même que les direc-

teurs d'entreprises, ingénieurs en

chef et intellectuels de haut niveau en matière de salaires et de primes de toutes natures.

L'écart s'est fortement accen-tué, aujourd'hui, dans la société

soviétique entre riches et pau-vres. L'augmentation des prix

est aujourd'hui courante en URSS. Selon e l'annuaire statis-

tique de l'économie nationale soviétique », de 1960 à 1973,

et pour ne citer que quelques exemples, les prix de détail de

la viande ont augmenté de 29 %, ceux des legumes de

23 %, de la farine de 48 %, etc.

Les taxes ont connu une aug-

mentation vertigineuse : la taxe

résidentielle est passée de 5,6 milliards de roubles en 1960 à

16,7 milliards en 1974, attei-

gnant 11 % en moyenne du re-

venu salarial des familles d'ou-

Les hausses nominales de sa-

laires n'arrivent pas à cacher la,

réalité de la pauvreté grandis-

sante du peuple travailleur. C'est

ce que reconnaissent, eux mémes, les dirigeants soviétiques : une aide est fournie aux « familles non fortunées », c'est-à-dire dont le revenu est inférieur au « niveau de vie nécessaire pour

maintenir la force de reproduc-tion d'un ouvrier faisant un travail simple et des personnes

actives de sa famille. » Cette

un dizième de la population nationale. Ceci démontre bien que les salaires réels de la masse des ouvriers soviétiques sont bas, que le peuple travailleur se trouve soumis à l'exploitation et à la

pauvreté et que les rapports de

production capitalistes ont été entièrement rétablis en Union

soviétique.

D'ETAT

LE CAPITALISME MONOPOLISTE

concerne aujourd'hui 25 millions de personnes, soit

# L'URSS est-elle socialiste? (3)

ANS nos deux précédentes éditions, nous avons vu qu'avec l'arrivée au pouvoir de Krouchtchev et de Brejnev, une nouvelle bourgeoisie monopoliste bureaucratique dominait en Union soviétique et qu'elle avait procédé à un renforce-ment considérable de l'appareil d'État bourgeois. L'étude de la « répartition » et du système économique complète ce tableau de l'URSS d'aujourd'hui dont la base économique est le capitalisme monopoliste d'État.

# Une économie capitaliste



L'oppression de la bougeoisie monopoliste bureaucratique entraîne la révolte du peuple et dans celui-ci; celle de minorités nationales. Sur cette photo, des travailleurs appartenant à une minorité nationale manifestent à l'occasion de l'enterrement de l'un des leurs.

L'économie capitaliste mo-nopoliste d'Etat constitue la base économique principale de l'Union soviétique d'aujourd'hui. La bourgeoisie monopoliste bu-reaucratique possède actuelle-ment, par le biais de l'Etat qu'el-le dirige, le monopole de la plus grande partie des moyens de production et des richesses na-tionales. En 1972, les entrepri-ses d'Etat détenaient plus de 90 % des capitaux fixes.

Le capitalisme monopoliste d'Etat de l'impérialisme occidental évolue sur la base de la libre concurrence capitaliste, de la libre concurrence à la concentration de la production, de celleci au monopole et du monopole pitalisme monopoliste d'Etat en

URSS a pour origine d'autres conditions historiques. Une poignée d'éléments bourgeois a usurpé la direction du Parti et de l'Etat et a changé le caractère du systême de propriété socialiste, fait dégénérer le système de propriété du peuple tout entier en système de propriété de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique et l'économie d'Etat socialiste en économie

Si la bourgeoisie monopoliste bureaucratique n'a pas adopté le mode du monopole privé en restaurant le capitalisme, c'est, qu'ayant pris en mains les leviers du pouvoir du Parti et de l'Etat,elle pouvait disposer de la qua totalité des biens tout en continuant de leurrer et d'endormir vant l'étiquette « socialiste ».

capitaliste monopoliste d'Etat.

Cela permet également de dis-poser d'un caractère monopoliste plus poussé, donc de spolier le peuple et de récolter un profit maximum avec encore plus de liberté, en s'appuyant sur tout l'appareil d'Etat et ses organis-

Afin de mieux développer sa domination dans les entreprises, la bourgeoisie monopoliste bureaucratique a en effet renforcé considérablement la centralisation de la production et du capital, permettant ainsi un contrôle direct de la gestion des entreprises et de l'économie. Le nombre d'entreprises industrielles (en dehors des communications, des transports et du bâtiment) est passe de 200 000 en 1960 à 50 000 en 1970).

De plus se sont dével depuis l'arrivée au pouvoir de Breinev des « entreprises conjointes », constituées à partir de de grandes entreprises et calde grands bourgeois.

capitalisme d'Etat, a vu se manifester les contradictions inhérentes au capitalisme. Une petite minorité accapare les moyens de

production au nom de l'Etat. Dès lors, se manifeste la contradiction fondamentale du capitalisme entre le caractère social de la production et la propriété capitaliste monopoliste d'Etat, celle de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique.

CONTRADICTIONS FONDAMENTALES DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

Le fait que le capitalisme monopoliste d'État occupe la position dominante dans l'économie nationale ne peut pour autant éliminer la concurrence. Une de ses manifestations est resentee par l'état de ses contradictions et de lutte sévissant

entre l'Etat de la bourgeoisie monopoliste d'une part et les diverses entreprises et secteurs d'autre part. Sous prétexte de socialiser davantage la produc-tion et en utilisant les moyens de fusion d'entreprises ou d'é-tablissement de sociétés con-jointes, le droit de disposer des moyens de production est de plus en plus concentré dans les mains d'une poignée d'éléments de la bourgeoisie. Or, les directeurs d'entreprises s'arrangent fréquemment pour soutirer de plus gros bénéfices et primes en faisant monter les prix. Ils n'aiment pas voir leurs entreprises fusionner avec d'autres au risque de perdre leur fonction privilégiée. Aussi est-il inévitable qu'au sein de la bourgeoisie soviétique subsistent des luttes et des contradictions où chacun critique et calomnie autrui !

L'exploitation et l'oppression que fait peser la bourgeoisie monopoliste bureaucratique sont sources de désordre économique, d'inflation galopante et d'appau-vrissement du peuple travailleur. A ces phénomènes, s'ajoute une politique intérieure réactionnaire dans tous les domaines. Les contradictions ne cessent de s'intensifier entre les masses laborieuses et la bourgeoisie monopoliste bureaucratique.

Le mécontentement du peuple soviétique se traduit par une lutte multiforme dont l'ampleur grandit. Les grèves sur le tas et l'absentéisme sont les formes les plus répandues de la lutte ouvrière spontanée en URSS. Ainsi, selon la revue soviétique « Economie planifiée », 59 millions de journées de travail ont été perdues, dans le seul domaine de l'industrie en 1977.

Bien que les manifestations de la lutte du peuple soviétique soient encore dans certains cas, spontanées et sporadiques, elles commencent déjà, dans beau-coup d'autres cas à devenir plus concentrées. Des organisations clandestines se multiplient pour lutter contre la demination de lutter contre la domination de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique, appellant la clas-se ouvrière à se soulever pour renverser le pouvoir capitaliste.

L'Union soviétique est par ailleurs un pays multinational où cohabitent plus de cent nationalités non-russes, victimes depuis le rétablissement du capitalisme de la discrimination, de l'oppression nationale et de l'exploitation de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique qui propage le chauvinisme grand russe. Malgré la répression des luttes des nationalités non-russes par les troupes spéciales de sécurité so-viétique, malgré les nombreux cas d'emprisonnement ou de déportation dans les camps de travail sous accusation de « nationalisme », rien n'arrive à éliminer la lutte populaire et le combat des peuples non-russes contre l'oppression et l'esclavage renait sans cesse.

Pierre BAUBY

(Demain : L'URSS est-elle une superpuissance impérialiste ?)



lmage extraite d'une séquence d'un film diffusé par la télévision française : la surveillance d'un camp.

Une d

geoisic

anifestations les plus criantes de l'oppression de la bour-

le peuple : un camp de travail pour opposants,